



PARTICIPATION POLITIQUE, ORGANISATION FÉMINISTE ET CRÉATION D'ESPACES DÉMOCRATIQUES INCLUSIFS

Abiola Akiyode-Afolabi

La participation des femmes à la vie politique est depuis longtemps une priorité dans l'agenda des mouvements de femmes. Cependant, le discours dominant sur la participation politique et l'égalité des sexes se concentre trop souvent sur l'entrée des femmes dans les bureaux politiques. Mais cette vision plutôt technique de la participation politique ne tient pas compte de la nécessité d'un "apprentissage politique" et de l'organisation des communautés d'intérêts. Les demandes politiques sont construites collectivement, des liens se créent, des coalitions se forment et les tactiques d'engagement sont partagées.

Cet article offre une vue d'ensemble de la participation politique des femmes au-delà de la représentation formelle et discute des obstacles à une représentation substantielle des femmes et des programmes féministes dans l'arène politique. Il s'appuie sur les discussions du groupe de réflexion et d'action féministe africain et met en évidence les conditions préalables à l'organisation féministe et à la redéfinition de la manière dont les espaces démocratiques inclusifs peuvent être créés.



PARTICIPATION POLITIQUE, ORGANISATION FÉMINISTE ET CRÉATION D'ESPACES DÉMOCRATIQUES INCLUSIFS

Dans un passé récent, le contexte de la participation politique des femmes a été conceptualisé comme “les femmes demandant des sièges à la table où sont discutées les politiques publiques”. Étant donné la lenteur avec laquelle le nombre de femmes en politique augmente, les quotas sont dans de nombreux pays le mécanisme de choix pour faire pression en faveur d'un plus grand équilibre entre les sexes dans les institutions politiques. Selon la base de données de l'Institut pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA), plus de la moitié des pays du monde utilisent des quotas électoraux pour leurs parlements. (IDEA, 2020). Si ces systèmes de quotas représentent un saut qualitatif “dans une politique d'objectifs et de moyens exacts”, le débat sur les processus politiques équilibrés entre les sexes et l'inclusion des femmes doit aller au-delà des chiffres ou de l'entrée des femmes dans les parlements (Ballington et al., 2005).

L'hypothèse selon laquelle la participation formelle ou numérique aux institutions de l'État conduira automatiquement à la représentation des intérêts des femmes et à l'approfondissement de la démocratie s'est avérée insuffisante. Par voie de conséquence, les quotas n'ont pas réussi à s'attaquer concrètement aux facteurs responsables de la fermeture de l'espace aux femmes.

L'examen des expériences nationales montre l'existence d'une superstructure qui détermine les opportunités des femmes en politique et les limites de leurs aspirations. Malheureusement, cette structure ne peut être démantelée par un simple quota. Le seul fait d'avoir des femmes autour de la table ne se traduit pas nécessairement par une représentation et une participation efficaces, contribuant à l'égalité des sexes ou ayant un impact sur de nombreuses femmes. Il faut plus

que la présence de femmes politiques pour que les complexités des inégalités entre les sexes soient pleinement prises en compte en termes de politique. Dans la plupart des pays d'Afrique, les politiques et les lois peuvent sembler favorables à la participation des femmes. En réalité, c'est souvent superficiel.

Les universitaires féministes posent la question de la présence des femmes. C'est le cas de Cynthia Enloe dans son livre "Bananas, Beaches, and Bases" (Enloe, 2000), qui fouille dans l'histoire des femmes et découvre leurs activités, actions, silences et protestations. Son analyse montre que les femmes sont visibles si nous choisissons de reconnaître leur présence d'une manière qui contribue concrètement à des résultats observables. Comprendre la limite de la dépendance excessive à la réponse par quotas à la marginalisation des femmes dans le domaine public, et en particulier dans la sphère décisionnelle, est également devenu urgent dans le contexte de ce que Rottenberg a identifié comme le "féminisme néolibéral" (Rottenberg, 2018). Au-delà des espaces politiques, les femmes s'organisent à travers d'autres sphères. Par conséquent, pour remédier à l'inégalité et à la marginalisation des femmes dans la

société, il est essentiel d'apprécier les sites de participation et le rôle que les femmes jouent et peuvent jouer dans l'organisation des voix à travers ces sites. La présence visible doit s'accompagner d'une influence qui peut passer de la simple représentation formelle à une présence substantielle. Cette évolution est plus durable et peut rendre les espaces de prise de décision plus démocratiques, inclusifs et équitables pour les femmes.

De la représentation formelle à la représentation substantielle

Paxton et Hughes (Paxton & Hughes, 2007) ont défini la représentation égale des femmes de trois façons : représentation formelle, descriptive et substantielle.

a) **La représentation formelle:** La forme la plus courante de représentation est l'égalité formelle, qui est souvent établie par la loi. On suppose que les gens élisent des représentants en fonction de leurs opinions politiques ou de leurs compétences. Outre le fait que cette hypothèse ne s'est pas concrétisée dans de nombreuses démocraties en développement, à l'échelle mondiale, les femmes sont souvent exclues des postes électifs pour des raisons sans rapport avec les opinions politiques et les compétences individuelles.

Dans les années 80 et 90, le mouvement des femmes et les activistes ont entrepris des actions visant à redresser les déséquilibres entre les sexes à l'échelle mondiale, la plateforme d'action de Pékin prévoyant une action positive de 30 % pour la participation politique des femmes. Cette période a vu l'évolution des constitutions en Afrique, la plupart d'entre elles adoptant des actions positives comme mesure temporaire pour combler les



lacunes en matière de participation politique des femmes. Dans la constitution ougandaise de 1995, par exemple, le quota de genre a été adopté pour corriger les déséquilibres historiques dont les femmes de ce pays ont souffert au fil du temps, de même que dans les constitutions de l'Érythrée et du Rwanda. Dans plusieurs autres pays, il existe également des clauses prévoyant l'inclusion formelle des femmes dans la charte des partis politiques.

Le Kenya a modifié sa constitution en 2010. La constitution a introduit la règle des deux tiers des sexes afin de renforcer la parité au sein des organes législatifs inférieurs et nationaux. L'article 81 de la constitution du pays stipule que l'un ou l'autre des sexes ne doit pas dépasser les deux tiers aux assemblées législatives nationales et locales. Il existe toutefois des inquiétudes quant à l'implication de cette étape importante pour la représentation des femmes. Le rapport sur les élections générales de 2013 a montré que seuls 20% des candidats étaient des femmes, ce qui signifie que les femmes sont toujours confrontées à plusieurs obstacles qui les empêchent d'obtenir la présence souhaitée par la Constitution malgré la disposition formelle sur l'égalité. L'un d'eux est le caractère violent de la politique intra-partisane, où les femmes sont soumises à un stress constant pour prouver leurs capacités (Berry et al., 2020). Au lieu de débattre des causes politiques comme leurs camarades masculins, elles doivent souvent mettre leur énergie à repousser les attaques personnelles. (Une mère célibataire peut-elle être candidate ? Un divorce affecte-t-il sa popularité ? Comment une femme sans mari peut-elle représenter le pays ? etc.) L'environnement et les structures des partis politiques sont souvent défavorables à la participation active des femmes. Il existe une mentalité de "Lui pour Elle" au sein des partis, où les hommes se sentent autorisés à parler des femmes à la place des femmes et à déterminer ce qui leur arrive. Il n'existe pas d'espaces sûrs permettant de développer la

lutte politique avec d'autres femmes. La seule agence au sein des partis politiques est l'aile des femmes, qui exclut souvent les femmes du pouvoir politique et les met de côté au lieu de les représenter. L'expérience des femmes en politique montre clairement que l'égalité est entravée par la manière patriarcale dont le pouvoir organise les institutions de la démocratie représentative (FES, 2019).

Au Rwanda, les femmes représentent 68% des parlementaires. La constitution du pays garantit l'action positive comme moyen d'inclusion des femmes en politique. Bien que le système politique du pays encourage les femmes à participer aux élections parlementaires, les femmes sont toujours affectées à des postes inférieurs déterminés par le patriarcat de l'État. Souvent, l'inclusion des femmes dépend du "parrainage" d'hommes bienveillants qui encadrent, soutiennent et manipulent les femmes "incluses" (McCrummen, 2008). Les femmes contingentées remplissent souvent des fonctions symboliques. Comme le système électoral rwandais est basé sur le vote partisan plutôt que sur le vote populaire, de nombreuses femmes sont tenues en otage par la volonté du parti. Il existe un chaînon manquant entre les femmes en politique et les femmes dans les mouvements féministes. Ainsi, la question essentielle est la suivante : si l'action positive a augmenté la représentation des femmes au parlement, de quelle manière cela s'est-il traduit par une amélioration du statut et de la vie des femmes ? Un aperçu de cette question est fourni par l'argument de McCrummen selon lequel, bien que les femmes soient plus nombreuses que les hommes dans le gouvernement rwandais actuel, "elles sont au pouvoir mais sans pouvoir" (McCrummen, 2008), puisque le pouvoir réel au Rwanda est centralisé autour de la présidence. Pour favoriser une gouvernance qui promeut activement l'égalité des sexes, les femmes de l'État doivent tenter de définir l'agenda (un agenda féministe), développer des mécanismes de responsabilité plus robustes et

des processus entre l'État et les organisations de femmes pour prendre part à des sites de décision politique fonctionnels. Ce lien fait sans aucun doute défaut (Delvin & Elgie, 2008).

b) La représentation descriptive: La deuxième forme est la représentation descriptive, qui crée un lien entre la représentation et la circonscription. Dans cette forme, le nombre de femmes est placé dans le contexte des intérêts et de la circonscription. Par conséquent, les systèmes électoraux favorisent l'élection des femmes avec des listes de parti, la représentation proportionnelle (RP) et les grandes magnitudes de circonscription. Un système moins compétitif que les systèmes majoritaires basés sur des circonscriptions uninominales. Dans un système uninominal, une femme est placée dans une catégorie en tant que choix numéro un de son parti pour participer à l'élection. En outre, dans un système de représentation proportionnelle avec de grandes magnitudes de district, une femme peut être placée plus bas sur la liste du parti et être quand même élue (Matland et Brown, 1992). Arnesen et Peters (2017) ont développé l'avantage de la représentation descriptive et les questions de légitimité. Cependant, ces connaissances soutiennent également que la représentation proportionnelle favorise les systèmes de partis avec de nombreux partis et signifie de plus grandes possibilités pour les nouveaux partis d'entrer dans l'arène parlementaire. Plusieurs analyses ont montré que même dans certains cas où la représentation descriptive s'est implantée, cela ne s'est pas traduit par une amélioration des moyens de subsistance et des dividendes substantiels pour la population féminine (Lena Wangnerud, 2009).

c) La représentation substantive: Selon Paxton et Hughes, la troisième forme de représentation est la représentation substantive, qui souligne la nécessité pour les femmes d'agir pour elles-mêmes et de ne pas être représentées

par d'autres. Il ne peut y avoir d'égalité si les femmes ne parlent et n'agissent pas pour elles-mêmes et ne sont pas assises aux tables de décision (Paxton & Hughes, 2007). En plus d'avoir une plus grande légitimité que les représentations formelles et descriptives, elle a donné des résultats plus positifs. Bratton et Ray (2002) montrent que le nombre de femmes dans les conseils municipaux norvégiens a influencé positivement et progressivement l'offre de services de garde d'enfants (une politique qui était signalée comme étant une préoccupation plus importante pour les femmes que pour les hommes).

Pour la réflexion sur l'organisation féministe et la création de politiques inclusives, la forme de la représentation substantielle est cruciale. La représentation des femmes doit aller au-delà des chiffres si elle veut promouvoir l'"inclusion", faire progresser les possibilités pour les femmes de réaliser leur dignité et leurs libertés dans l'espace public et de participer à l'élaboration de l'agenda politique essentiellement. La participation et la représentation doivent refléter les intérêts non seulement d'une élite de femmes mais aussi de femmes définies par des identités et des lieux différents, par leur appartenance à diverses classes sociales et groupes ethniques ou à d'autres formes d'identités croisées. Une telle représentation n'est possible que dans un contexte institutionnel qui respecte et favorise les valeurs démocratiques inclusives.

Cependant, une question essentielle pour les groupes féministes, qui doit être abordée dans la quête d'une refonte plus radicale de l'espace démocratique et de l'État, est de savoir comment une forme différente d'organisation des femmes pourrait transformer les espaces de prise de décision politique dominés par les hommes et invitant au patriarcat. Si les quotas de femmes ou les dispositions relatives à l'égalité entre les sexes dans



les constitutions et les lois nationales sont d'une grande importance pour remédier aux déséquilibres injustes de la représentation politique, il existe un besoin encore plus grand de mécanismes alternatifs pour faire avancer un programme féministe dans l'espace politique, pour remettre en question le système politique actuel, pour organiser la résistance et pour créer de nouveaux espaces démocratiques (McCrummen, 2008). Ceci est également pertinent dans le contexte de la montée du féminisme néolibéral, qui prend de l'importance dans le discours public et déforme encore plus la conversation sur l'autonomisation des femmes et menace le rôle traditionnel de l'agenda féministe en tant que mouvement pour la justice sociale. Les "féministes néolibérales" sont des féministes de la classe moyenne, souvent liées aux idéaux capitalistes, qui se soucient moins des besoins de la masse des gens ou des femmes qu'elles prétendent représenter.

Les défis des femmes dans les espaces politiques superficiels

Un rapide coup d'œil à la réalité de la représentation des femmes dans les parlements montre que les quotas politiques de genre ne se traduisent pas automatiquement par une forme quelconque de transformation du pouvoir en faveur des femmes. Les femmes peuvent encore être exclues de la politique de différentes manières, même lorsque l'État a adopté une action positive. Il est donc nécessaire de concevoir des mesures politiques pour l'inclusion des femmes, qui tiennent compte de leurs différences et éradiquent la domination patriarcale structurelle des institutions politiques. Vous trouverez ci-dessous des exemples de méthodes d'exclusion affectant les femmes dans les espaces dits politiques expérimentés dans différents pays africains.

a) Les tactiques d'exclusion du système électoral:

Au Nigéria, par exemple, le système de gouvernance dominé par les hommes a adopté en 2006 la politique nationale en matière de genre, qui stipule une action positive de 35% pour les postes nommés et élus des branches exécutive et législative du gouvernement. Cela s'est produit malgré l'adoption par certains partis politiques de différentes mesures visant à renforcer la participation des femmes. Lors des trois dernières élections, ils ont exempté les femmes aspirantes du paiement de la somme massive d'argent requise pour obtenir les formulaires de nomination. Cependant, comme l'a noté Iyare, les frais de nomination ne sont qu'une "petite goutte d'eau dans l'océan, car des ressources énormes sont encore nécessaires pour transporter et divertir les partisans, engager des voyous, verser des pots-de-vin et faire beaucoup de choses qui sont caractéristiques de la politique masculine" (Akiyode & Afolabi, 2003).



La situation nigériane est complexe. Les auteurs féministes (Pereira, 2003) ont documenté la marginalisation des femmes en politique. La frustration des femmes en politique a conduit à plusieurs tentatives de création d'un parti politique féminin. La première tentative a eu lieu de 1960 à 1966, mais il a été difficile d'aller de l'avant dans une société patriarcale où les normes de genre et la religion ont même exclu les femmes de la partie nord du Nigeria du droit de vote jusqu'en 1979, soit environ dix-neuf ans après l'indépendance. En 2005, les femmes se sont organisées autour d'un autre parti politique contrôlé et formé par des femmes - National Democratic Equality (NADEV). Le goulot d'étranglement des lois et processus électoraux a empêché les femmes de profiter de la possibilité de faire avancer l'agenda. Au-delà de l'organisation, le défi de la métaphore racinienne a également

joué un rôle décisif. De nombreuses femmes ont grandi avec l'image dans leur tête de femmes aspirant au même rôle de leadership que les hommes, qui sont rares. La tendance, par conséquent, est que lorsque ces femmes ont la possibilité de contester le pouvoir, elles acceptent facilement la domination masculine, comme dans le cas de la première république du Nigéria qui, bien qu'ayant son parti, a décidé de ne pas se présenter aux postes importants. Pereira (Pereira, 2003) fait allusion à la nature discriminatoire de la Constitution nigériane, car elle dépeint une norme masculine. La constitution du pays de 1999, qui marque la naissance de la quatrième république et la fin de la dictature militaire, est remplie de pronoms masculins pour les postes stratégiques du pays et ne contient pratiquement pas de pronoms féminins.

Plus récemment, l'absence d'une identité solide ou sans ambiguïté en tant que femme politique, qui se manifeste par la tendance de la plupart des femmes politiques à assumer le statut d'homme honoraire, a également privé les femmes politiques de l'identité unique requise pour une action positive significative (Aremu, 2004). Au Nigeria, la proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux est déficiente, 3,38 %, principalement à l'issue des élections de 2019.



Normes sociétales et rôles des sexes:

L'exclusion des femmes des postes de direction remonte à l'ère précapitaliste, notamment lorsque les étapes de la production agricole sont devenues la norme. Des établissements se sont formés et, en raison de la production agricole dans les établissements, par opposition aux pratiques errantes précédentes des êtres humains, des surplus sont apparus. Reconnaissant que les femmes avaient un travail important dans la reproduction, la société émergente a instinctivement exclu les femmes de la production agricole et de la chasse. Au fil du temps, cela est devenu la norme. Dans son livre "L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État", Friedrich Engels explique le processus par lequel les rôles biologiques des femmes dans la reproduction ont été reconnus dans la division du travail dans la société antérieure (Engels, 1884). Au fil du temps, cela allait être reconstruit en un mythe et une revendication de la supériorité masculine, qu'Eleanor Leacock, dans son ouvrage, "Myths of Male Dominance : Collected Articles on Women Cross-Culturally", montre comme manquant d'analyse historique ou anthropologique factuelle.

L'exclusion des femmes en Afrique a été établie par une longue histoire et pourrait également être attribuée à la tradition, à la religion et à la conception des rôles. Les femmes africaines, plus que d'autres dans des régions comparables du monde, ont subi la répression. Pourtant, l'histoire orale a apporté la preuve que les femmes ont joué des rôles essentiels à différentes périodes de l'histoire : politique, religion ou construction de la nation, militaire ou guerres de libération. Dans les endroits où des structures de gouvernance doubles étaient en place, les femmes et les hommes se partageaient les espaces de l'administration de la vie de leur peuple. L'aviissement de ce rôle joué par les femmes peut être retracé dans l'histoire de certains royaumes et religions de nombreuses sociétés. Même dans les espaces religieux, la réduction des femmes à des vierges votantes est un phénomène récent,

si l'on en juge par la façon dont les rôles des femmes sont représentés dans l'art et la littérature ancienne des peuples d'Afrique, les sources les plus fiables de l'histoire africaine.

C'est en raison de ce facteur et d'autres que l'hégémonie masculine prospère dans les sphères politiques. La culture de genre est constituée d'un réseau d'idéaux sociétaux, de significations et de valeurs ayant des connotations de genre (Pfau & Effinger, 1998). Sans une culture de l'égalité des sexes dans l'espace politique et sociétal, les femmes n'auront pas de possibilités de mobilité ascendante (Inglehart & Norris, 2003).

b) Économie politique du pouvoir et politique des partis:

Les partis politiques sont largement perçus comme un bloc hermétique qui n'est pas inclusif. La nature de la plupart des partis politiques en Afrique n'est pas programmatique. Les partis ne sont pas liés à un programme idéologique spécifique visant à faire progresser le bien-être et le

développement humain. La politique des partis est plutôt une question de concurrence et d'accès aux avantages. Les partis politiques ne sont donc pas très attrayants pour les militantes potentielles, qui veulent faire avancer les programmes collectifs. La plupart des partis politiques n'ont manifestement aucun programme pour l'égalité des sexes. Les femmes ne sont ni vues ni entendues. Leur participation est limitée à l'aile féminine, pour jouer le rôle de pom-pom girl dans le jeu politique du parti afin de manipuler l'espace politique. Parfois, les hommes mettent en avant certaines femmes qui peuvent servir leurs intérêts. Ainsi, comme c'est le cas dans la plupart des pays africains, les partis politiques ne disposent pas de la structure nécessaire pour renforcer efficacement la participation politique des femmes. Au Nigeria, le parti politique au pouvoir, le All Progressives Congress (APC), lors de sa convention nationale qui s'est tenue en juin 2018, n'a élu qu'une seule femme dans son comité de travail national de 21 personnes, au poste de National Woman Leader. Le People's Democratic Party (PDP), le principal parti d'opposition, lors de sa convention nationale de décembre 2017, n'a élu qu'une seule femme, également au poste de National Woman Leader, sur les 18 personnes élues au sein du comité de travail national du parti. L'objectif de la création de tels rôles est sans ambiguïté et explicite. Il ne s'agit pas essentiellement de l'inclusion des femmes, mais plutôt de la mobilisation des votes des femmes. Le caractère des femmes qui ont occupé ces postes dans les principaux partis politiques du Nigeria reflète également l'intention réelle. Même dans leurs éléments les plus radicaux, ces femmes sont comparables aux "féministes maternelles", avec la notion démodée et moraliste suivante : "La vision de la femme sur la vie est de sauver, de soigner et d'aider. Les hommes font des blessures, les femmes les pansent".

La construction d'une conscience critique chez les femmes parlementaires par le biais de campagnes et de lobbying



féministes est nécessaire de toute urgence pour remettre en question les attitudes et structures conservatrices, anti-femmes et hétéronormatives. Les espaces réservés aux femmes, qui permettent le dialogue entre les femmes parlementaires et les citoyennes, peuvent être un mécanisme précieux pour éradiquer le système patriarcal dominant dans les relations et interactions personnelles/politiques (Tripp, 2003).

La violence croissante et la monétisation de la compétition politique constituent un obstacle majeur à l'entrée des femmes dans l'espace politique. Au Nigeria, comme dans d'autres pays africains, la quête de l'accumulation de richesses et la survie et la subsistance de l'élite sont liées à la politique. Ainsi, la politique ne peut favoriser que ceux qui peuvent suivre la règle du jeu. Comme le dit si bien un activiste nigérian, "la politique des partis est un énorme investissement commercial dans le pays (...) seuls ceux qui sont prêts à gagner à tout prix obtiennent des billets de parti" (Akiyode & Afolabi, 2003).

c) Les politiques néolibérales font échouer l'agenda des femmes: Le tournant néolibéral de la politique africaine depuis les années 1990 a produit et reproduit un État qui ne peut protéger les intérêts des femmes et des populations ni encourager une participation politique significative.

Au cours de la dernière décennie, les pays d'Afrique subsaharienne ont connu des taux de croissance du PIB proches de 6 %, voire supérieurs pour certains. Ces croissances africaines et ces développements de l'investissement ont eu lieu pour diverses raisons, notamment l'amélioration des conditions économiques, la libéralisation et l'amélioration du climat des affaires, la stabilité politique, le renforcement de la coopération régionale et interrégionale, et l'augmentation de la demande en raison de l'accroissement de la main-d'œuvre et de l'expansion de la classe moyenne. Pourtant, l'accent continu mis sur le développement capitaliste a fait que ces changements ne se sont pas traduits par des impacts significatifs et à long terme sur la vie de la grande majorité des Africains ou sur leurs conditions de pauvreté et de précarité (Dicks, 2019).

Les politiques de genre sont largement appliquées, mais de manière superficielle, ne remettant pas en cause le statu quo et la répartition actuelle du pouvoir et de l'accès aux ressources. La participation des femmes et la représentation des intérêts des femmes ne peuvent être améliorées que lorsque la logique d'accumulation capitaliste de l'État néolibéral est rompue. La prise de décision doit être un échange négocié entre l'État, le marché et la société civile. Certains affirment que le paysage politique est imprégné de l'histoire de la domination masculine et que le modèle de la politique est masculin. Les hommes définissent et dirigent le jeu de la politique. Comme l'a noté Okeke, "l'existence de ce modèle dominé par les hommes a pour conséquence que les femmes rejettent complètement la politique ou rejettent la politique de style masculin" (Okeke, 2003).

Il est donc essentiel que, dans le cadre des stratégies visant à accroître la participation des femmes à la politique, les femmes soient mobilisées pour résister à la féminisation de la



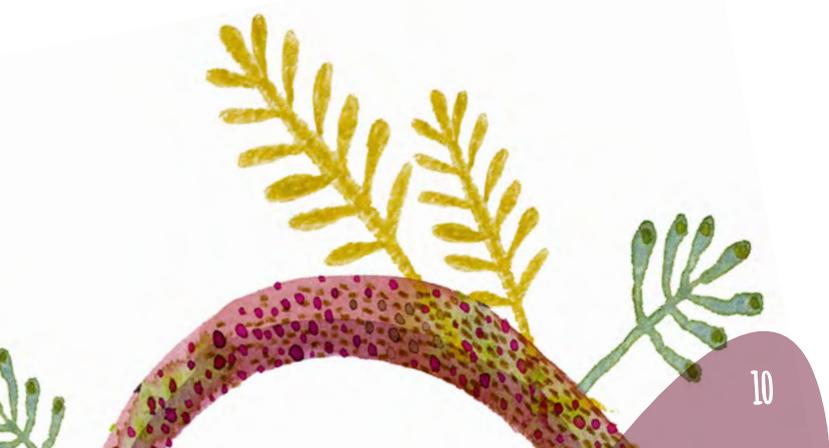
pauvreté et aux politiques induites imposées par les agences financières internationales, telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Il est essentiel de faire des efforts conscients pour établir un lien entre la lutte des femmes pour la participation et la résistance à la violence économique que la plupart des politiques économiques actuelles laissent présager. La mobilisation et la vigilance prescrites sont également stratégiques face à la montée de l'idée féministe néolibérale, qui se présente comme une exclusion dans son insistance à la fois sur l'équilibre et la responsabilité personnelle, où elle minimise les barrières structurelles contre la croissance des femmes et les opportunités de développement, mais met en avant l'idée d'amélioration personnelle comme réponse à la marginalisation. Cela correspond bien aux fondements de l'idéologie néolibérale qui met l'accent sur le triomphe de l'individu sur la croissance collective, les processus d'inclusion et d'exclusion sélectifs pour les pauvres, et en particulier pour les femmes (Miraftab, 2004). Comme le souligne Lea Sitkin (Sitkin, 2017), "le féminisme néolibéral promet la liberté, mais il ne fait que remplacer une source de coercition (l'autorité traditionnelle et patriarcale) par une autre (le marché)."

Une compréhension plus globale de la participation

La participation politique consiste à inclure les personnes dans les décisions essentielles de la société. S'il y a participation, c'est sans la représentation de chaque strate de la société - y compris les femmes dans toutes leurs variétés (riches, pauvres, hétéros, queers, avec enfants, sans enfants, jeunes, vieux, avec un bagage académique, sans bagage académique, avec des handicaps et sans) - pour avoir toutes les voix sur la table et rendre les décisions inclusives et justes. Il s'agit d'une idée révolutionnaire selon laquelle les institutions de l'État démocratique devraient être guidées par l'égalité, l'équité et la justice, et que le peuple lui-même peut transformer le système politique de manière à ce qu'il profite à tous, mais surtout aux moins privilégiés.

Dans ce contexte plus large de participation et de transformation, le féminisme peut contribuer de différentes manières. Dans l'arène politique, une analyse féministe aide à démanteler la discrimination à l'égard des femmes et à élargir le discours politique. La lutte pour accroître la participation des femmes et leur occupation des postes de décision - pas seulement numériquement mais pour transformer la nature des systèmes de décision et les rendre plus inclusifs. La participation politique des femmes et leur prise de conscience radicale peuvent rendre les politiques responsables et changer la façon dont les décisions sont prises. Les féministes parlent des problèmes réels et non d'une manière "politiquement correcte", bureaucratique et inoffensive.

Dans l'arène des politiques publiques, les analyses féministes peuvent aider à voir les injustices du système économique actuel et conduire à des politiques économiques et sociales alternatives qui ont à l'esprit les intérêts des femmes et des classes



populaires. Les politiques doivent investir dans les femmes, leur accès à la terre, leurs opportunités et leur liberté. Les idées féministes peuvent améliorer la qualité de la vie et du vivre ensemble, améliorer les inégalités et la liberté de vivre une vie dans la dignité et l'autodétermination (économique).

Dans l'arène sociale, le féminisme tente de déconstruire les rôles de genre et de sensibiliser aux droits, intérêts et besoins des femmes. Le féminisme aide à surmonter l'image publique des femmes (principalement africaines) en tant que victimes impuissantes, toujours placées en position de récepteurs. Dans les communautés traditionnelles, il existe des femmes que les gens reconnaissent, qui ont un pouvoir de rassemblement, certaines appartenant à une association de marché, qui influencent positivement la communauté. Elles sont de puissants leaders d'opinion. Elles n'occupent peut-être pas de poste, mais elles changent beaucoup de choses.

L'idée que la seule façon de prendre part à la politique est d'adhérer à un parti politique doit être revue. En fin de compte, la politique englobe toutes les activités associées à la prise de décisions en groupe et à d'autres formes de relations entre citoyens, telles que la distribution de ressources ou de statut. L'expérience des femmes en politique en Hongrie en est un bon exemple. La réalité du féminisme néolibéral et de l'arrangement multipartite ne permettant pas d'assurer une représentation adéquate des femmes au gouvernement et la probabilité que les préoccupations des femmes soient mises en avant dans le discours politique et économique est illustrée par l'expérience de la participation politique des femmes hongroises. Alors que l'on considérait que l'émergence du "féminisme d'État" vers 1951 n'avait pas donné les résultats escomptés dans la transformation du pouvoir politique en faveur des femmes, le passage au multipartisme en 1989 a encore réduit la

possibilité d'atteindre l'égalité pour les femmes. Une perte massive des acquis sociaux obtenus précédemment pour les femmes a été effectivement enregistrée. "Elles sont devenues le groupe qui a le plus perdu, obtenant moins dans les domaines des soins de santé, de l'éducation, de l'emploi, de la sécurité sociale et de la garde d'enfants, pour n'en citer que quelques-uns." (Gurmai & Bonifert, 2004). Ainsi, alors que nous parlons de la participation des femmes en politique, nous ne pouvons pas oublier les nombreuses femmes qui construisent la société, qui prennent effectivement part aux différentes structures de la société pour la faire vivre et fonctionner. Cela passe également par la reconnaissance du travail des femmes, des salaires décents, de la sécurité sociale, de l'amélioration de la santé reproductive et des conditions de vie des femmes, et de l'accès à des services publics de qualité.

Négocier et redéfinir l'espace démocratique

La notion conceptuelle d'espace montre comment l'espace est sexué et hautement politisé en tant que ressource sociale dans toutes les sociétés. Des espaces spécifiques ont été marqués culturellement, religieusement et politiquement comme "masculins" ou "féminins" tout au long de l'histoire humaine connue. Les espaces féminins étaient et sont toujours principalement liés aux fonctions de reproduction et d'alimentation des femmes dans toutes les sociétés humaines (Geisler, 1995). Les espaces qualifiés de publics sont supposés être masculins. Pendant des siècles, les hommes ont exclu les femmes du public, où toutes les décisions critiques relatives au pouvoir sont délibérées et mises en œuvre.



Pour remettre en question l'hégémonie des structures patriarcales dans la politique et la vie, les espaces publics de toutes sortes doivent être occupés par des femmes ayant pour objectif de faire pression en faveur de la justice de genre et du changement transformateur. Dans ce contexte, les espaces publics rejoignent les maisons des gens depuis les positions de pouvoir politique, car la division entre espaces publics et privés est artificielle. Le patriarcat doit être repoussé dans tous les espaces. L'héritage colonial définit encore les espaces publics, et les institutions dans le contexte africain ne doivent pas être négligées. Il est donc vital de s'attaquer aux pratiques politiques libérales d'exclusion des femmes dans lesquelles les activités et l'agence politiques des femmes dans les quartiers et les groupes communautaires de base, ceux auxquels elles ont le plus facilement accès et où elles sont le plus efficaces, sont ignorées. La réponse à l'exclusion des femmes et l'aspiration à une véritable autonomisation politique qui soit globale, couvrant tous les espaces pertinents nécessaires à la véritable inclusion des femmes dans la sphère publique, c'est-à-dire politique et économique, nécessitera une mobilisation à la base par le biais de l'espace inventé, qui remet en question le statu quo dans l'espoir d'un changement sociétal plus large et d'une résistance à la relation de pouvoir dominante. Bien qu'il ne faille pas décourager l'adoption de l'espace invité, qui repose sur la légitimation de l'État, les vraies féministes doivent souligner, explorer et promouvoir l'espace inventé, qui tire sa légitimité de son invention et de son occupation par la base. Il est animé par leur action collective, grâce à laquelle elles peuvent affronter directement le statu quo.

Au cours de la dernière décennie, des formes alternatives de protestation publique et d'organisation par des citoyens enrégés ont émergé. Les grandes marches, qui ont mobilisé bien au-delà des coalitions militantes traditionnelles, par exemple contre la violence

envers les femmes (#TotalShutDown), pour la justice climatique (#FridaysForFuture), et contre les caprices du capitalisme financiarisé (#Occupy Wall Street), (#metoo) ont influencé le paysage politique. Les espaces virtuels ont également gagné en pertinence. Leur impact croissant sur la formation de l'opinion publique les place sur la carte des stratégies d'organisation féministes. Ils peuvent être des outils fonctionnels d'organisation de masse, de campagne et de partage d'informations, mais ils peuvent aussi être relativement superficiels en termes de contenu, et doivent donc être utilisés politiquement.

Conclusion

Que peut-on faire pour faire avancer un agenda féministe de la participation politique ? Quelles leçons avons-nous tirées de l'augmentation de la participation officielle des femmes à la politique ? Qu'est-ce qui fait obstacle à une représentation substantielle et à des programmes féministes dans l'arène politique ? Et comment peut-on transformer les espaces de prise de décision politique dominés par les hommes et invitant au patriarcat ?

Une leçon essentielle tirée des diverses approches du développement adoptées par les féministes consiste à s'attaquer aux obstacles structurels à l'intérieur de l'État pour les programmes de redistribution. Pour développer une bonne analyse et des stratégies de lutte commune, les "espaces sûrs" sont essentiels. Nous devons reconstruire des espaces féministes au sein des mouvements et des partis politiques, où les femmes peuvent se connecter et construire collectivement des programmes d'intérêt commun. Jusqu'à présent, les hommes politiques continuent de dominer même les espaces politiques conçus pour les femmes par le biais de politiques structurelles et institutionnelles. Les femmes qui adoptent une position féministe et négocient des changements institutionnels patriarcaux

peuvent s'avérer difficiles et conduire à une marginalisation politique ou créer davantage de divisions entre différents groupes de femmes en raison de leurs affiliations et alliances politiques (Hassim, 2002).

Le mouvement féministe a donc un rôle crucial à jouer dans l'élaboration d'un programme politique : celui de l'émancipation de toutes les femmes de l'asservissement et de l'exploitation patriarcale. Voici quelques stratégies à adopter :

Construire des communautés d'intérêt: les luttes féministes doivent être "enracinées" (préparées par le bas). Les expériences d'écoles féministes et d'échanges solidaires entre mouvements féministes ont été de bons exemples de création de liens et d'apprentissage collectif à partir des expériences d'autres femmes. De tels environnements fonctionnent comme des "incubateurs" pour les idées radicales et la conscience, qui sont le fondement de nos luttes. Construire de tels "incubateurs" dans les villages, les écoles/universités, les syndicats, les partis politiques, les institutions publiques, etc. peut-être une puissante graine pour le changement.

Renforcer la pression pour occuper les espaces publics: Pour transformer les structures étatiques patriarcales et néocoloniales des institutions politiques, les femmes doivent en être conscientes, être en colère contre elles et organiser la résistance. Dans de nombreux États, les gens sont désillusionnés par le dysfonctionnement de l'État et acceptent que l'élite s'en empare. Outre les communautés d'ensemencement et la sensibilisation, il doit y avoir un lien émotionnel pour que les femmes croient en leur pouvoir de changement. Rien ne vaut une communauté connectée et solidaire, qui défend une cause commune.

Lorsque le système politique ne consulte pas les gens sur leurs intérêts et leurs idées pour organiser les biens publics, les gens doivent imposer leurs points de vue aux structures de l'État en créant/inventant des espaces. Les femmes concernées et leurs communautés sont les mieux placées pour savoir quelles politiques elles souhaitent et dont elles ont besoin, et comment les organiser. Les mouvements féministes doivent écouter et élaborer conjointement des solutions aux problèmes communs.

Solidarity and feminist organizing: To transform the political lives of women, feminists must unpack the conceptual foundations of solidarity and resistance. Re-evaluating the concept of solidarity as a contested and situated phenomenon is necessary. This will bring to the fore the importance of understanding the affective and embodied nature of solidarity, which will develop the ethical-political potential of solidarity as a means of resistance (Pullen & Vachnani, 2019). The biases present in formal institutions – towards particular values, actors, and processes – often entail that some groups and ideas are privileged over others, resulting in unequal access to resources (Lowndes, 2004). Pushing for a feminist and solidary alternative is critical to effectively organise women's interests and build shared political agendas across parties and movements (Hassim, 2002).

Intersectional activism will increase the ideological depth of the movement and make it more convincing and inclusive. To recruit activists and contribute to a well-informed and critically thinking public, political and feminist education are crucial. To achieve effective organising around social justice, it is essential to understand the relations of power, oppression, and privilege. Only that way can resistance

be organised, which can bring about structural change. Social justice is only achieved when all persons enjoy the same rights, freedoms, and opportunities across all sectors of society, including economic participation and decision-making. The exchange of knowledge, information, and strategies of engagement between movements increases the effectiveness of joint organising.

Feminist economic alternatives: One of the significant challenges confronting women in attaining equitable representation is their financial status. The systematic and socially engineered location of women in private and domestic engagements and rural areas, and the underdevelopment of infrastructure in these areas, have been directly responsible for the poor conditions under which most women across the continent live. The strategies of different feminist actors to fight these conditions might be different. But the political economy is a common denominator, which puts women's daily experiences with violence, economic exclusion, and privatisation in a common framework. This framework advocates solidarity in fighting inequality and exploitative tendencies of the modern patriarchy being perpetrated by global capitalism (Grewal & Kaplan, 1994).

Commonly joining a party: "Entryism" can be a political strategy for organising a

feminist conscious effort at seeking power through a block alignment of women with a political party. However, such will only yield desired dividends, where there is the continued alignment with the broader constituency of women activists in society and a well-planned mobilisation and political education that ensures a shared consciousness and group discipline. While in many countries, especially in the south, the likelihood of an all-female party gaining traction may appear a remote aspiration, the option of entryism into mainstream party also needs to be a guided and conscious movement devoid of opportunism. Negotiation within the political party for space and power has to stay a collective and a blocked effort.

Women movements must take the challenges and possibilities of feminist solidarity seriously to permeate the closed, patriarchal political spaces. A global call for sisterhood – without an intersectional constructed a basis for trust and solidarity – is not enough. An isolationist approach will never deliver the desired goal of women's empowerment and suffrage. Building solidarity collectively and linking up with progressive alliances and collaborators is thus essential. Apart from joining hands in the struggle of movements for common interests, the expansion of spaces for collaboration through the recognition of informal politics and informal action in the communities is essential to bring down the patriarchal status quo in politics and go beyond the often shallow and half-hearted affirmation policies. ■



References

- Akiyode-Afolabi, A. & Arogundade, L. (Eds.) (2003). *Gender Audit 2003 Elections and Other Issues on Women's Political Participation*, pp. 86.
- Aremu, T. (2004). *The Concept of Supreme Manliness and the Nigerian Female Politician Contribution to Nigerian Women and Entryism in Politics*, Gender Development Action (GADA), Nigeria
- Arnesen, S. & Peters, Y. (2018). *The Legitimacy of Representation: How Descriptive, Formal, and Responsiveness Representation Affect the Acceptability of Political Decisions*. Vol. 51(7) 868–899. SAGE Comparative Political Studies
- Ballington, J., & Karam, A. (Eds.) (2005). *Women in Parliament: Beyond Numbers*. International IDEA, Stockholm.
- Berry, M.E, Bouka, Y. & Kamuru, M.M (2020). *Implementing Inclusion, Gender Quota and Backlash in Kenya' Politics & Gender*
- Devlin, C. & Elgie, R. (2008). *The Effect of Increased Women's Representation in Parliament: The Case of Rwanda*, in *Parliamentary Affairs*, Volume 61, Issue 2, pp. 237-254.
- Dicks, C. & Govender, P. (2019). *Feminist Visions of the Future of Work*. <http://library.fes.de/pdf-files/iez/15796.pdf>
- Engels, F. (1884). *The Origin of the Family, Private Property and the State*.
- Enloe, C.H (2000). *Bananas, Beaches and Bases: Making Feminist Sense of International Politics*. Berkeley University of California Press.
- Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) (2019). *Workshop Report Fourth Idea Laboratory of the African Feminist Reflection and Action Group*
- Geisler, G. (1995). *Troubled Sisterhood: Women and Politics in Southern Africa*. *African Affairs* 94, pp. 545-578
- Grewal, I. & Kaplan, C. (Eds.) (1999). *Scattered Hegemonies Post Modern and Transitional Feminist Practices*. University of Minnesota Press, Chicago.
- Gurmai, Z. & Bonifert, M. *Advancement of Women's Issues through Political Mobilization in Hungary: Impact of the Hungarian Socialist Party Quota*.
[paper presented at the International Institute for Democracy and Electoral Assistance (IDEA)/CEE Network for Gender Issues Conference the Implementation of Quotas: European Experiences. Budapest, Hungary, 22–23 October 2004]
- Hassim, S. (2002). *A Conspiracy of Women: The Women's Movement in South Africa's Transition to Democracy*. *Social Research* 69, no. 3, 693–732, pp. 697.
- Heinrich Böll Stiftung (HBS) (2015). *Engendering Leadership in Africa*. [Project which took place in Kenya with participants from South Africa, Kenya, and Nigeria]
- Inglehart, R. & Norris, P. (2003) Leacock, E. *Myths of Male Dominance: Collected Articles on Women Cross-Culturally*
- Lowndes, V. (2004). *Women Social Capital and Political Participation*. *British Journal of Politics and International Relations*, Vol. 6, ISS 1, pp. 45-64.
- McCrummen, S. (2008). *Women Run the Show in a Recovering Rwanda*. *The Washington Post*, 27.10.2008, A01.
- Miraftab, F. (2004). *Invited and Invented Spaces of Participation: Neoliberal Citizenship and Feminists' Expanded Notion of Politics*. <http://colfax.cortland.edu/wagadu/Volume%201/Printable/miraftab.pdf>
- Okeke, A. (2003). *Women and Politics in Nigeria's Fourth Republic*. *The Constitution: A Journal of Constitutional Development*, Centre for Constitutionalism and Demilitarisation, (CENCOD). Panaf Press, Lagos, pp. 71.
- Paxton, P. & Hughes, M.M (Eds.) (2007). *Women, Politics, and Power. A Global Perspective*. Los Angeles, Pine Forge Press.
- Pereira, C. (2002). *Understanding Women's Experiences of Citizenship in Nigeria: From Advocacy to Research*
[Paper presented at CODESRIA/Arab Research Centre Symposium on 'African Gender Research in the New Millennium: Perspectives, Directions and Challenges,' Cairo, Egypt, 7-10.04. 2003]
- Pereira, C. (2020). *Confronting the Tale of the Big Equalizer: Feminist Perspectives and Responses to the Pandemic*. Corona Briefs, FES Africa Department.
<https://www.fes.de/referat-afrika/neugikeiten-referat-afrika/confronting-the-tale-of-the-big-equalizer-feminist-perspectives-and-responses-to-the-pandemic>
- Pfau-Effinger (1998). *Rising Tide: Gender Equality and Cultural Change around the World*
- Pullen, A. & Vachnani, S. (2019). *Feminist Solidarity and Resistance in the #MeTooEra- Conceptual Exploration*. *Academy of Management*, Vol No 1.
- Rottenberg, C. (2018). *The Rise of Neoliberal Feminism*. Oxford University Press, Oxford
- Sitkin, L. (2017). *It's Up to You: Why Neoliberal Feminism Isn't Feminism at All*.
<https://www.opendemocracy.net/en/5050/neoliberal-feminism/>
- Tripp, A.M. (2003). *Women in Movement: Transformations in African Political Landscapes*. *International Feminist Journal of Politics*, no. 5(2), pp. 233-255.
- Wängnerud, L. (June 2009). *Women in Parliaments: Descriptive and Substantive Representation*. *Annual Review of Political Science*, Vol. 12, pp. 51-69.
<https://ssrn.com/abstract=1600551> or <http://dx.doi.org/10.1146/annurev.polisci.11.053106.123839>
- Institute for Democracy and Electoral Assistance (IDEA) (2020): *Gender Quotas Database*
<https://www.idea.int/data-tools/data/gender-quotas/quotas>





À propos de la série "Réflexions féministes"

La série «Réflexions féministes» présente un discours précieux issu des travaux collectifs du Groupe de Réflexion et d'Action Féministe Africain. Le groupe est composé de 40 universitaires féministes, militantes sociales et femmes progressistes issues de syndicats et de personnalités politiques issues de diverses régions du continent africain. Depuis novembre 2017, le groupe s'est régulièrement réuni pour engager des débats critiques sur les défis découlant des schémas de développement néolibéral et des réactions politiques actuelles à l'encontre des femmes pour l'activisme féministe africain contemporain. Les réunions ont été facilitées par le bureau de Friedrich-Ebert-Stiftung au Mozambique.

À propos de l'auteur:

Abiola Akiyode-Afolabi est maître de conférences à l'université de Lagos, avocate, féministe et militante des droits civils au Nigeria. Elle est la directrice fondatrice du Women Advocates Research and Documentation Centre (WARDC), une organisation non gouvernementale de défense de la santé maternelle et reproductive qui s'attache à promouvoir le respect des droits de l'homme, l'égalité des sexes, l'équité et la justice sociale au Nigeria. Elle est titulaire d'une maîtrise en droit international des droits de l'homme de l'université de Notre Dame, aux États-Unis (1999) et d'un doctorat de l'université de Londres avec une spécialisation dans la paix et la sécurité des femmes.

**FRIEDRICH
EBERT** 
STIFTUNG

Publié par Friedrich-Ebert-Stiftung Mozambique
Av. Tomás Nduda 1313, Maputo, Mozambique
Tel.: 258 21 491231 | Fax.: +258 21 490286
Email: info@fes-mozambique.org | www.fes-mozambique.org
© Friedrich-Ebert-Stiftung 2018
ISBN: 078-989-54223-6-4
Design - João Athayde e Melo | Illustration - Ruth Bañon

L'utilisation à des fins commerciales de tous les supports publiés par Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) n'est pas autorisée sans un consentement écrit. Cette publication peut être citée et ses extraits utilisés, à condition que la source soit entièrement mentionnée. Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles de Friedrich-Ebert-Stiftung